

« Les Européens doivent choisir ou subir leur destin »

Le grand entretien

Ancien chef d'état-major particulier de François Hollande et d'Emmanuel Macron, l'amiral Bernard Rogel analyse les tensions géopolitiques actuelles avec le recul permis par quarante-quatre ans de carrière.

Emmanuel Macron, dans son allocution de mercredi, a qualifié la Russie de « menace pour l'Europe ». Après l'Ukraine, quelle pourrait être la prochaine cible ?

Les pays Baltes, la Pologne, la Roumanie... Et la Moldavie, qui est un peu à part. Ces pays ont passé quelques années sous le joug soviétique, ils n'ont pas envie de revoir la Russie de sitôt. Je rappelle que c'est un pays qui agresse ses voisins au mépris du droit international, mais pas que. Il y a eu des intrusions russes dans les processus démocratiques européens et américains. Je sais que Donald Trump n'aime pas qu'on dise ça, mais on a quelques preuves. Nous connaissons des cyberattaques ciblées fréquentes et l'empoisonnement d'opposants sur le sol européen. La Russie est passée de risque à menace.

Est-elle aussi une menace directe pour la France ?

Nous avons inversé la courbe (de dépenses de défense) et enfin modernisé nos armées à partir de 2017. Aujourd'hui, nous avons des armées très opérationnelles. Des armées qui ont fait la guerre, contrairement à ce que dit monsieur Vance (le vice-président américain). Nous avons aussi notre dissuasion nucléaire qui change fondamentalement notre approche de la sécurité. On est dans une position spéciale, qui nous vient du général de Gaulle. Grâce à lui, nous avons aussi une technologie de défense indépendante. Nos bateaux, nos avions, nos chars, nous les construisons nous-mêmes.

« Je ne crois pas à un rapprochement russo-américain. »

Êtes-vous surpris par la guerre qui s'étire en Ukraine ?

Pas vraiment. Vladimir Poutine a commis plusieurs erreurs. Il a surestimé son armée et sous-estimé le président ukrainien. Il a aussi sous-estimé la capacité de regroupement de l'Union européenne (UE) car il tenait un certain nombre de pays par les importations de gaz. Enfin, il a sous-estimé l'Otan qu'il pensait affaibli.

En trois ans de conflit, l'UE a payé plus de 200 milliards d'euros en hydrocarbures à la Russie, contre 132 milliards d'euros d'aide à l'Ukraine. N'est-ce pas contradictoire ?

Nous ne sortez de mon rôle et de mes compétences. Je ne connais pas ces chiffres donc je ne peux pas répondre à cette question. En revanche, je pense qu'il faut éviter de singulariser la crise actuelle. Il faut se sou-



L'amiral Bernard Rogel est l'ancien chef d'état-major de la marine et l'ex-chef d'état-major particulier du président de la République.

(PHOTO: GUILLAUME SIBLOT, OUEST-FRANCE)

venir du monde d'où l'on vient, une interdépendance consentie au titre de la mondialisation. Prenons Taiwan. Il ne faut pas oublier que l'île produit 90 % des microprocesseurs les plus évolués. Ça veut dire que, quoi qu'il s'y passe, les Européens peuvent considérer que c'est très loin, mais au titre de cette mondialisation, on sera touchés comme les autres. D'ailleurs, si j'étais Taiwanais, j'aurais une petite réflexion stratégique sur la fiabilité de l'engagement américain...

Vous craignez que les États-Unis n'aident pas Taiwan en cas d'invasion chinoise ?

Je ne suis sûr de rien, car tant que je vois en face de moi des gens qui brassent de l'air et lancent des invectives... La meilleure illustration (de cette méthode de Donald Trump), c'est la Groenland (qu'il menace d'annexer). On voit l'adversaire sous un flot de paroles, ça buzze de partout et pendant ce temps-là, il n'y a plus le temps de réfléchir. S'il y a bien une chose que j'ai apprise en quarante-quatre ans de carrière comme sous-mariner et au plus haut niveau de l'État, c'est que dans ces cas-là, il faut commencer par réfléchir. Laisser l'écume de la vague passer et considérer les vrais problèmes.

Le rapprochement entre Donald Trump et la Russie en est-il un ?

Je ne crois pas à un rapprochement russo-américain. On est simplement dans des « deals » (que l'on peut traduire par affaires ou transactions), comme aime bien dire Donald Trump. Son obsession à lui, c'est la Chine. Regardez les priorités qu'il a fixées pour la défense. Il a prévu des coupes dans le budget du Pentagone, sauf sur la protection nucléaire, l'espace, et l'Indo-Pacifique. Mais ce n'est pas nouveau. Depuis l'administration Obama (2008-2016), il y a ce qu'on appelle le pivot asiatique des États-Unis. La situation actuelle, il faut la lire avec comme prisme principal la relation États-Unis - Chine, et non États-Unis - Russie. Et là, vous comprenez ce qui se passe dans la tête de Donald Trump. Son attrait pour le Groenland, avec son accès aux mers polaires et ses métaux rares. Vous comprenez son désir de fracturer la relation entre la Chine et la Russie, même au détriment de l'Europe.

Le monde peut-il basculer dans une nouvelle guerre froide, entre le bloc américain et le bloc chinois ?

Bien sûr que la Chine vient concurrencer les États-Unis. Sur le plan naval, par exemple, où elle a déjà

dépassé les Américains en nombre de navires. Mais la compétition, qui n'est pas encore une confrontation, ne sera pas que militaire. Elle va être économique et technologique, et ça, Donald Trump et ses conseillers l'ont bien compris. Et elle concernera les États-Unis, bien sûr, mais aussi l'Inde et, dans une moindre mesure, la Russie.

« Si on se met dans un monde de défaites, c'est sûr, on perdra. »

Et l'Europe, quelle sera sa place ?

Nous ne sommes pas dans un monde de défaites, mais de défis. Si on se met nous-mêmes dans un monde de défaites, c'est sûr, on perdra. Si on considère ça comme le défi majeur de notre temps, il convient de l'aborder en tant qu'Européens, car l'Union européenne nous donne la masse militaire, économique et technologique pour changer de paradigme. Pour faire face aux États-contingents, aux armées nombreuses, il va falloir continuer à jouer le jeu des alliances. Et le jeu des opposants à l'Europe va être justement de nous diviser.

Donald Trump peut-il y parvenir ?

Le pire scénario serait que Donald Trump ne croit plus en l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord) mais n'en sorte pas non plus. Cela empêcherait la réflexion sur la nécessité d'un outil de défense européen, y compris technologique. Il s'agit pour les Européens de choisir ou subir leur destin. Si nous considérons que nous avons une communauté de destin,

alors agissons pour bâtir cet outil de défense européen.

« Les intérêts français ne peuvent pas être découplés de ceux de l'UE. »

Dans quelle mesure la France doit-elle étendre sa dissuasion nucléaire à l'Europe ?

Je vous renvoie à tous les discours faits par les Français depuis 1992. Le premier à parler de dissuasion concertée, pas partagée, s'appelait Jacques Mellick, et il était secrétaire d'État à la Défense (au début des années 1990). Je prépare un colloque sur le sujet de la dissuasion à l'école militaire. Je me suis amusé à reprendre toutes les déclarations des présidents depuis 1995. À chaque fois, on a répété que les intérêts de la France ne pouvaient pas être découplés de ceux de l'Union européenne.

À quoi ressemblerait cette dissuasion concertée ?

Le Président l'a dit mercredi, il ne s'agit pas de partager. On ne peut pas imaginer vingt-sept boutons, sinon il n'y aurait pas de crédibilité. La dissuasion, c'est fait pour empêcher la guerre, elle doit donc rester crédible politiquement. Je rappelle que certains pays européens ont des bombes nucléaires américaines prêtes à embarquer sous leurs avions; dans le cadre de l'Otan. On ne propose pas quelque chose - d'uluberluesque -, pour reprendre un mot à la Jacques Chirac, on propose quelque chose qui se fait déjà à l'Otan. Le bouton, il resterait français. Les pays sous le parapluie nucléaire américain, ce n'est pas eux qui ont le bouton.

Recueilli par Jean-Marie CUNIN et Denis BLIN, le marin.

Un marin brestois au palais de l'Élysée

L'amiral Bernard Rogel, 69 ans, a connu une longue carrière dans la Marine nationale. Il a notamment embarqué à bord de sous-marins entre 1979 et 2001, et en a commandé plusieurs, à la fois des sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et ceux dotés de l'arme nucléaire.

En juin 2011, il est nommé chef d'état-major de la Marine nationale. Bernard Rogel devient enfin chef d'état-major particulier du président de la République (deuxième militaire le plus gradé de l'Armée française), sous François Hollande en 2016. Il est reconduit dans ses fonctions par Emmanuel Macron jusqu'en 2020.

Auteur de *Un marin à l'Élysée*, paru en 2023 aux éditions Tallandier, l'amiral qui vit à Brest (Finistère) porte tou-



Bernard Rogel, lors du départ du BPC *Tonnerre de Brest* pour la mission *Jeanne d'Arc*, le 6 mars 2013.

(PHOTO: ANDRÉAS VINCENT MULLOZ, OUEST-FRANCE)

jours un regard pointu sur l'état du monde et les ambitions stratégiques de la France.